

à	R. E. L.								
date	L								
visa									
- 3 SEP. 1991									
réf.	JJO RPD								
Berne, le 28 août 1991									

DIVISION POLITIQUE II
p.B.73.Corée.0.1. - BAL/BAC

Note d'entretien

Visite de M. l'Ambassadeur RI (R), Corée du Nord, au Chef de la Division politique II, M. l'Ambassadeur Simonin (SI), lundi 26 août 1991

SI a reçu R, qui avait sollicité une entrevue au Palais. R a saisi cette occasion pour faire un tour d'horizon des relations bilatérales et de l'évolution de la situation dans la péninsule coréenne.

1. R qualifie les **relations bilatérales** entre la Corée du Nord et notre pays d'**excellentes**, surtout dans les domaines de la **collaboration technique et des investissements**, où plusieurs entreprises suisses sont actives en Corée du Nord. R cite expressément la Holderbank, Liebherr, le Crédit Suisse et l'UBS. Il se réfère également à un accord avec Ciba-Geigy sur le remboursement d'une dette et exprime enfin les vœux que de nombreux projets, actuellement à l'étude, se transforment en accords à brève échéance. R souligne le rôle important joué par l'Ambassadeur Schurtenberger, qui a su établir les contacts entre le gouvernement nord-coréen et les milieux industriels et financiers suisses.
2. Situation dans la péninsule coréenne

Le 30 juillet 1991, la Corée du Nord a proposé la **dénucléarisation de la péninsule coréenne** : les USA et la Corée du Sud auraient accueilli favorablement cette proposition. Selon le gouvernement nord-coréen, le processus devrait prévoir trois étapes :

- a. **Accord entre les deux Corées**; élaboration d'un texte commun



- b. Garantie de l'accord par les USA et les puissances nucléaires qui entourent la péninsule (Chine et URSS)
- c. Garantie de l'accord par les autres pays asiatiques.

La Chine et l'URSS seraient prêtes à garantir l'accord; les USA ne se sont pas encore exprimés mais auraient à plusieurs reprises assuré vouloir respecter une décision découlant de la volonté commune des deux Corées.

R considère que la première étape pourra être atteinte avant la fin de 1992 : ce délai serait nécessaire pour se pencher sur des problèmes complexes, qui touchent à la production, à la livraison, au retrait et à l'inspection des armes nucléaires. Les discussions débuteront au mois d'octobre prochain, à l'occasion d'une réunion ministérielle.

La proposition de dénucléariser la péninsule coréenne est, selon R, en symbiose avec l'atmosphère de détente générale qui prévaut au niveau mondial et contraste avec la tension persistante dans la péninsule. Une fois mis en application, l'accord pourra contribuer à l'instauration d'un climat favorable en Asie et à la sécurité dans le reste du monde.

SI se dit d'accord avec ces dernières observations; la position de la Suisse est d'ailleurs connue. Les phases du dialogue intercoréen, sur la base desquelles il faudra établir un jugement, peuvent effectivement accélérer la solution du problème. Dans ce contexte, la Suisse considère avec intérêt l'entrée simultanée des deux Corées à l'ONU. A ce propos, R remercie la Suisse, qui a contribué au dialogue intercoréen, en particulier grâce à son impartialité et à sa neutralité. L'adhésion simultanée à l'ONU est pour R un pas en avant sur la voie de la réunification ou au moins d'une confédération coréenne.

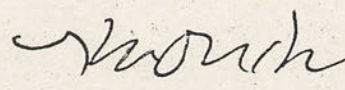
SI exprime le voeu que le dialogue puisse se développer et se poursuivre en Corée, mais aussi en URSS, en Afrique, en Afghanistan : la nouvelle constellation mondiale laisse place à l'espoir. Il sera intéressant de discuter ces nouvelles

données et la prochaine réunion ministérielle du Mouvement des non-alignés (du 2 au 7 septembre 1991 à Accra) sera en ce sens une occasion privilégiée.

Enfin, en réponse à une invitation de R à Pyongyang, SI confirme que la Suisse saura, à la première occasion, en tirer profit.

L'entrevue s'est déroulée dans une atmosphère détendue.

DIVISION POLITIQUE II



Simonin

Copie : - Secrétariat BRF
- Secrétariat JAC
- SI, CFR, HC, BAL
- Ambassade de Suisse, Beijing, Séoul